

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte Saint-Martin)

Mourir pour la patrie...

La faim pour les
vieux.
Les mitrailleuses
pour les jeunes.

FINASSERIES

Il n'est pas aisé de faire hebdomadairement le point d'une situation aussi mouvante que celle dans laquelle se trouve présentement le monde. Essayons toutefois de poser quelques jalons en faisant le compte des principales activités de la politique internationale.

La première est sans conteste la négociation franco-turque qui a abouti à un accord formel qui intègre la Turquie dans le front « pacifique ». On sait le prix de ce ralliement. Il n'en a coûté à la France, qui en tenait le mandat de la S.D.N., que la cession du Sandjak d'Alexandrette, aujourd'hui passé sous la domination unique d'Ankara. Notons, en passant, que cette cession, sur laquelle la presse a fait le silence, constitue le démenti le plus éclatant du « pas un pouce, pas un droit », slogan que notre Premier avait popularisé dans d'héroïques circonstances, tant il est vrai que la politique impériale sait recourir aux accommodements qui assouplissent des principes trop rigides.

La seconde paraît être le règlement, au moins provisoire, de l'affaire des concessions. Sur ce point l'intervention des États-Unis ne paraît pas avoir été sans efficacité. Le Japon, en tout cas, ne semble pas pousser à fond les incidents de Tien-Tsin. Et, de leur côté, les États-Unis ne veulent pas, pour une application rigoureuse de la loi de Neutralité, mettre en danger les envois de matériel américain au Japon, envois qui atteignent, selon de récentes statistiques, 57 % des importations japonaises de cette catégorie. On se borne tout au plus à envisager l'application au Japon des mesures de boycott qui ont été prises contre l'Allemagne... tant il est vrai que le business ne perd jamais ses droits.

Enfin, on ne saurait passer sous silence le discours de M. Chamberlain à Cardiff. Curieux discours, assurément. On n'y trouve aucune allusion, même discrète, aux négociations anglo-russes. Celles-ci semblent une fois de plus gravement compromises, ce dont le Peuple enrage, qui parle des « finasseries » du gouvernement britannique. Va pour le mot. Ce n'est pas nous, qui méfions que M. Chamberlain s'y connaît au moins autant que feu Stresemann en matière de « finasserie ». Son discours de Cardiff est, à cet égard, un modèle du genre. Qu'offre-t-il, en vérité, à l'Allemagne ? Nul ne saurait le dire. Il est question, évidemment, de la volonté pacifique de l'Angleterre, de son désir de collaboration économique et autres « matières premières ». Reste à savoir si le Führer s'en contentera pour allumer ses hauts-fourneaux.

Pour nous qui voulons ne pas créer d'illusions, nous croyons que ces invitations sont tout à fait insuffisantes pour créer un climat favorable à une négociation. Pour M. Chamberlain, elles sont la carte qu'il convient de jouer contre un Staline vraiment trop réticent. Finasseries... c'est bien cela. Mais comme le partenaire russe s'y entend, lui aussi, sur ce chapitre ! Le voilà qui fait annoncer qu'une importante délégation allemande part pour Moscou dans le but d'établir des rapports commerciaux plus importants que dans ces dernières

Daladier a lu le décret de clôture. Nos députés se sont laissés faire une douce violence, et ont retourné auprès de leurs chers électeurs. Après un « dur » travail de quelques semaines, on comprend que ceux qui nous parlent toujours de remettre la France au travail songent au repos.

Le comble du ridicule semble bien être atteint par cette Chambre du Front Populaire, qui avait suscité tant d'espérance. L'action ouvrière l'avait contrainte de légaliser les conquêtes des grèves de juin. Après avoir brisé tout le dynamisme prolétarien, elle a accepté la dictature des banques. Muséifiée, impuissante, elle n'est capable de s'animer que pour discuter de la réforme électorale.

L'amnistie sera réglée définitivement par un décret-loi. Daladier a parlé du grand geste de générosité qui permettra de réaliser une France forte et unie. Le grand pardon qui va parachever l'Union Sacrée. Une larme a été versée sur les vieux travailleurs. C'est tout ce qu'ils obtiendront. Notre premier a poussé le cynisme jusqu'au bout. « Si l'affaire ne dépendait que de lui », malheureusement l'État a besoin d'argent pour la défense nationale. Autrement dit, laisser mourir les vieux et préparer scientifiquement la mort des jeunes.

années où la Russie semble s'être éloignée volontairement des marchés allemands. La riposte n'a pas tardé à venir, comme on voit. Cela s'appelle la réponse du berger à la bergère. Et on espère bien qu'à Londres on aura compris la leçon et que dorénavant M. Chamberlain n'hésitera plus à apporter la garantie anglaise aux États Baltes, qui d'ailleurs, ne la désirent pas. Sinon... Et bien ! le chemin de Berlin est encore ouvert.

Comme nous n'avons cessé de le répéter, c'est une folie de prétendre fonder la paix sur de semblables marchandages. Le « barrage de la paix », qu'il se construise sans l'U. R. S. S. ou avec, voire contre elle, ne saurait présenter aucune solidité. Au fond, il ne s'agit pas, comme un vain peuple le pense, de fonder la paix ; il s'agit tout simplement de maintenir le statut de guerre actuel, soit de préparer celle-ci dans les meilleures conditions, en faisant appel à tous les concours susceptibles de se prêter ou de se vendre.

Comment sortir de ce cercle infernal ? Ce n'est ni aux partis politiques, ni à la C. G. T. qu'il faut le demander c'est à la conscience des travailleurs dupés, trahis, promis aux prochains massacres. Elle seule peut formuler le mot d'ordre de la pacification internationale dans l'oubli des vieilles querelles et l'organisation économique d'un monde fraternel !

LASHORTES.

Les Chambres parlent... ...Les menaces de guerre demeurent

On pense à la famille, mais à celle seulement qui est capable de fournir de la chair à exploitation et à mitraille.

Une phrase de son discours est significative : « Il est d'ailleurs possible que les vacances parlementaires soient brèves, plus brèves qu'on ne le dit et qu'on ne le croit ». Chantage sur le danger extérieur pour obtenir l'unité de la Chambre ou réalité. Les deux sans doute. Nos députés se sont livrés à une belle manifestation d'Union Sacrée, la guerre peut venir, ils tiendront jusqu'au bout.

Il est certain pourtant que la situation extérieure s'aggrave. Le conflit en Extrême-Orient s'étend. Calmé d'un côté, il reprend sur un autre point. Actuellement tous les ports chinois où se trouvent des concessions étrangères sont menacés par l'impérialisme nippon. Les navires de diètes ne pénétreraient qu'escortés par les navires de guerre. Des conflits entre les Russes et les Japonais se sont produits sur la frontière mongolo-mandchoue. Des deux côtés on annonce la destruction considérable d'avions adverses. Une seule chose est exacte : on se bat, et le conflit peut s'étendre. L'on parle qu'un accord serait sur le point de se faire entre l'Angleterre et le Japon. Les brimades vis-à-vis des sujets britanniques de Tien-Tsin auraient cessé. Accord momentané, qui ne tardera pas à être suivi de nouveaux incidents.

En Europe, les affaires ne vont guère mieux. Les accords anglo-franco-russe ne sont pas encore signés. Les bruits les plus contradictoires à ce sujet circulent. Il semble pourtant certain que devant la gravité de la situation, Chamberlain soit sur le point d'accepter toutes les conditions russes.

La menace allemande pèse toujours sur Dantzig. Des forces importantes de la Reichswehr seraient mobilisées sur la frontière française. Les préparatifs militaires, les campagnes d'agitation, semblent démontrer que nous sommes

mes à la veille d'une nouvelle tension internationale aussi grave qu'en septembre 38.

Hitler va tenter par le chantage à la guerre d'obtenir un nouveau Munich qui lui donnera le couloir polonais. Dans les circonstances présentes, il semble qu'un nouveau Munich soit guère réalisable. Les démocraties occidentales y perdraient tout leur prestige et leurs alliés dans l'Europe centrale et orientale. Le pire est donc à craindre.

C'est devant de telles perspectives que nos parlementaires parlent en vacances. Pour ne pas rompre l'Union à sens unique de la nation française, les dirigeants ouvriers acceptent toutes les insultes, toutes les capitulations. Et le prolétariat dompté, vaincu, semble mur pour le grand sacrifice.

Anarchistes, nous ne pouvons pas accepter cette situation ; plus que jamais, nous devons agir et comme en septembre, même seuls, nous nous dresserons contre la guerre et l'Union sacrée. La guerre des impérialismes ne sera jamais notre guerre.

ATTENTION

Retenez votre
journée

du 16 Juillet

L'U. J. P.

organise avec le « Libertaire »

UNE GRANDE SORTIE CHAMPÊTRE

Les détails de cette fête seront donnés dans le prochain numéro.

PETITES ÉTUDES

Quand on est foncièrement anarchiste on ne peut cesser de l'être

par Sébastien Faure

Si vous entendez dire de quelqu'un : « Il a été anarchiste » ou bien : « Je l'ai connu quand il était anarchiste », ou encore : « C'est un ex-anarchiste », vous pouvez sans hésitation riposter :

« Vous faites erreur. Je ne connais pas (ou « je n'ai pas connu ») celui dont vous parlez. Mais je suis certain qu'il n'a jamais été « anarchiste ».

Et vous pouvez, sans craindre de vous tromper, le certifier et le soutenir mordicus ; car, lorsqu'on est réellement, positivement anarchiste, on ne peut cesser de l'être.

* *

Il suffit qu'un individu parle haut et fort contre l'Ordre établi ; il suffit qu'un type quelconque flétrisse les abus, les scandales, les absurdités et les contradictions du Régime en cours ; il suffit qu'il vitupère avec quelque véhémence les inégalités, les injustices et les crimes de toutes sortes dont les Institutions actuelles portent la responsabilité, pour que, sans plus ample informé, il soit traité d'anarchiste.

Il arrive parfois, dans ce cas, que pour épater le bourgeois ou pour donner la chair de poule aux femmes qui l'écoutent, le *quidam* ainsi catalogué — gratuitement et bien à tort — anarchiste et anarchiste *dangerueux* (brr...) ne soit pas fâché d'être pris pour un ennemi farouche de la société bourgeoise, pour un de ces hommes qu'on dit prêts à tout casser, à tout saccager, démolir, briser, abattre, faire sauter, anéantir, sans reculer d'une semelle.

Alors, ce hâbleux vaniteux, laisse dire et, tacitement, il accepte de passer pour un anarchiste.

Il arrive encore que, pris de colère et soulevé d'indignation au spectacle ou au récit de certaines misères matérielles ou détrempées morales et cédant à une poussée soudaine de révolte, un homme se sente brusquement résolu à tout chambarder pour en finir avec de telles atrocités et que, dans un impulsif élan de pitié pour les victimes et de haine contre les bourreaux, cet homme s'écrie : « Eh bien ! Oui. Les Anarchistes », et, après tout raison. Moi aussi, « je suis anarchiste ! »

Il se peut que, emporté par ce vague et secret instinct de justice qui sommeille dans les mystérieuses et profondes arcanes de la conscience humaine et, par moments, se réveille, il se peut, dis-je, que celui qui s'exclame de la sorte soit, à cette minute précise, sincère et de bonne foi.

Il arrive même que, en raison de cette sincérité et bonne foi, cet impulsif demande à faire partie d'un groupe libertaire, y soit admis et traverse ainsi les milieux anarchistes, mais n'y reste pas.

Comme on le voit, on a tôt fait de transformer en anarchiste un simple fort en gueule, un vantard ou un impulsif.

Mais, pour être un anarchiste, ce qu'il est raisonnable et juste de qualifier « anarchiste » est-il suffisant de bondir, et entrer en fureur, de tempêter, de vociférer, de stigmatiser, en termes violents et d'un air terrible, les méfaits les plus méprisables et les crimes les plus odieux de la police, de la magistrature, de l'armée, du Parlement, du capitalisme ou du Gouvernement ?

Evidemment, non.

Pour être réellement un anarchiste, est-il suffisant de laisser dire et de dire soi-même, de laisser croire et de croire soi-même qu'on l'est ?

Incontestablement non.

Une histoire bien connue, c'est celle des gens qui, lorsqu'ils traînent une existence de misère, ou lorsqu'ils se sentent bientôt trop cruellement exploités, fulminent contre l'état social et volontiers se proclament anarchistes.

Puis, si leur sort devient moins douloureux, ils se contentent, tout en se lamentant encore, une sourdine à leurs imprécations.

Leurs conditions de vie deviennent-elles supportables et s'améliorent peu à peu ? Ils commencent à estimer que, somme toute, la société n'est pas aussi mal bâtie que le disent « ces hurluberlus d'anarchistes dont le « rêve est de tout mettre à feu et à sang ».

Enfin, si, favorisés par un concours d'heureuses circonstances, ils parviennent à une situation stable et aisée, ils finissent par trouver équitable, rationnelle et bien comprise l'organisation sociale : Alors — et,

sans doute, pour oublier eux-mêmes et, surtout pour faire oublier leur passé de « MISÉRABLES » — ils ne ratent pas l'occasion de prendre un air avantageux et de s'écrier : « Mais enfin, que réclament-ils ces bandits d'anarchistes ? Ne cessent-ils pas d'embêter les honnêtes gens ? On devrait les « coffrer tous ! »

Viendrait-il à la pensée d'un esprit judicieux de considérer comme ayant été *positivement* anarchiste, à un moment quelconque, un bipède de cette espèce ?

Certainement, non.

* *

Attendez : il continue long, bruyant et tumultueux le défilé des mécontents et protestataires que l'opinion moyenne étiquète inconsidérément « anarchistes » et qui, pourtant, sont loin de l'être.

Suivons la foule.

Voici d'abord la masse considérable des bourgeois à courte vue qui se répandent en après récriminations, en diatribes violentes contre les faits et gestes de l'AUTORITÉ, sorte de Trinité divine s'incarnant sous le signe de la séparation des pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire.

A — Le POUVOIR LEGISLATIF appartient aux Assemblées parlementaires ; c'est dans ces deux usines : Sénat et Chambre des députés, que se sont fabriquées les lois qui régissent le pays.

Innombrables et souvent passionnées sont les malédictions que soulèvent les partolles, bavardages et discussions sans fin qui résument toute l'activité (?) malaisante de ces Assemblées, où tout n'est qu'intrigues et compétitions, marchandages et complicités, reniements et trahisons, attitudes équivoques, louches manœuvres, bassesses, saletés et « combines », dont le détail et l'ensemble régit le jeu des Partis en lutte et celui des Parlementaires en travail d'affairisme, en mal d'un portefeuille ministériel à saisir ou à conserver.

Au vocabulaire truculent dont, pour honorer les Parlementaires, se servent sans ménagement ceux qui en disent pis que pendre, on pourrait être tenté de croire que ces im-

Notre souscription extraordinaire

Une précision est nécessaire à l'information parce dans le dernier numéro du *Libertaire*. Nous annoncions, en effet, que le tirage de la Tombola aurait lieu le 14 ou le 16 juillet, la fixation de l'une de ces dates étant subordonnée à celle dont il serait fait choix pour la fête organisée par les Jeunesses Anarchistes, dans le bois de Clamart, fête au cours de laquelle s'effectueraient le tirage.

Aujourd'hui, nous sommes en mesure de dire que la fête devant avoir lieu le dimanche 16 juillet, le tirage de la tombola se fera, en conséquence, le 16. Tous nos amis sont, cette fois, bien fixés.

A eux, à présent, de prendre leurs dernières dispositions, pour que notre tombola connaisse un succès complet. La chose est simple et aisée : placer, dans les quinze jours qui vont venir, tous les reçus dont ils sont encore détenteurs. Bon nombre de nos camarades se sont déjà et depuis longtemps acquittés de cette besogne et d'autres même, par le déploiement d'un zèle incomparable, se sont, en cette circonstance, surpassés. Il faut que tous apportent le même dévouement à la cause qui nous est commune et également chère à tous et nous sommes convaincus que pas un ne se révélera inférieur à lui-même. Chacun écoulera, jusqu'au dernier, les reçus qui lui ont été confiés, sachant que de leur vente dépend, en grande partie, la vie d'un organe qui, contre vents et marées, défend et propage l'idéal qui lui tient au cœur et dont il tire le plus légitime orgueil !

A l'œuvre donc, mes chers compagnons ! Les tâches qui nous incombent pour être de plus en plus lourdes n'en sont pas moins de plus en plus nobles et de plus en plus nécessaires. Sachons nous rendre dignes de celles-ci en maintenant haut et ferme le flambeau confié à nos mains

viriles, flambeau qui, aux heures troubles et angossantes que nous vivons, doit continuer de jeter, dans les cerveaux et les cœurs, la rassérénante clarté autant que le vivifiant espoir en des jours meilleurs !

Sébastien FAURE.

N. B. — Un certain nombre de camarades, par crainte de ne pas être parmi les heureux gagnants de la Tombola, nous demandent s'il leur sera possible de se procurer, dès le tirage, l'*Encyclopédie Anarchiste*. En toute sincérité, nous devons avouer qu'indépendamment des 100 destinés à la Tombola en cours, il ne nous reste plus qu'un tout petit nombre d'exemplaires de cet ouvrage : quelques douzaines. Par conséquent, le mieux, pour tous ceux qui désirent faire l'acquisition de l'*Encyclopédie*, ouvrage qui, il n'est plus besoin de le dire, sera littéralement introuvable à très bref délai, le mieux serait qu'ils nous adressent leur commande, sans retard. Dans l'ordre de leur réception et jusqu'à concurrence de notre faible stock, il sera pris note des commandes reçues et il y sera satisfait dès le tirage effectué. Il est bien entendu que le camarade à qui écherrait un lot, aurait pleine latitude pour annuler purement et simplement la commande qu'il nous aurait adressée. Par contre, il serait assuré, pourvu qu'il s'y soit pris assez tôt, de pouvoir se procurer l'ouvrage à laquelle, à fort bon droit, il attache le plus grand prix.

Que les amateurs de beaux ouvrages ne laissent point passer la dernière occasion, sans doute, qui s'offre à eux. Que, sans le moindre retard, ils envoient leur commande à la Librairie Sociologique, 14, rue de Marengo, à Lille. Compte chèque-postal : Lille 346.28.

S. F.

placables censeurs sont de fougues anar-chistes.

Ce serait faire trop d'honneur à ces brail-lards. Car, s'ils résistent de ces turpitudes « les bavards », et les « vendus » que le corps élec-toral a naïvement pourvus d'un mandat « dont ils sont indignes », ils ne songent pas une minute à en accuser le système repré-sentatif lui-même auquel ils persistent à ac-corder toute leur confiance et le plein de leurs espoirs.

B. — D'autres réservent aux détenteurs ou POUVOIR EXÉCUTIF leurs plus violentes attaques.

A entendre ceux-là, c'est le Gouvernement qui est sinon le seul du moins le plus grand coupable : le Gouvernement, c'est-à-dire : l'Etat. Ils crient à plein gosier que l'Etat, s'acquittant de ses devoirs dont il a la charge ; qu'il applique de travers les décisions prises par la Représentation Nationale ; qu'il se conforme avec trop ou pas assez d'énergie, avec trop ou pas assez de hâte aux résolutions votées par les Cham-bres ; qu'il ne surveille pas, comme il le devrait le fonctionnement des Services pu-bliques et des rouages administratifs ; qu'il se méle constamment de ce qui ne le regarde pas et néglige trop ce qui lui incombe ; qu'il dilapide le Trésor public, qu'il mène le Pays et le pousse à la faillite.

Et patati et patata...

Si vous vous imaginez, parce que ces gen-s-là criblent de sarcasmes et accablent d'in-jures ceux qui conduisent le « char de l'Etat », qu'ils sont anarchistes, vous vous trompez grossièrement. Car, leurs attaques, si vio-lentes qu'elles puissent être, ne visent que « les incapables et les canailles » qui sont au Pouvoir. Mais ils tiennent pour indispensa-ble et intangible l'Institution Gouvernement-ale et ils professent la conviction stricte « de sa bienveillante mission, confiée à des « personnes honnêtes et compétentes », l'Etat « deviendra le serviteur zélé et fidèle de la « volonté nationale, du Droit, de la Liberté, « de l'Ordre, de l'Intérêt général ».

Si les « criaileries » de ces esbrouffes prétentieux et bornés vous incitent à voir en eux des anarchistes, parce qu'ils font un raffût assourdissant, profonde est votre er-reur, puisqu'ils sont et, malgré tout, restent des défenseurs de l'Etat dont, au surplus, ils s'empresseront de s'affirmer les plus chauds partisans, à la condition et aussitôt que, de la plus puissante à la plus modeste fonction toutes les places — et surtout les mieux rétribuées — soient occupées par les chefs, les sous-chefs et les membres de leur Parti.

C. — LE POUVOIR JUDICIAIRE a lui aussi, ses « pourfendeurs et ils ne sont pas les moins enragés.

Que de saintes colères, que de pieuses in-dignations se déchaînent journellement contre l'appareil compliqué qui a pour man-dat de trancher les différends entre les par-ticuliers et d'appliquer la Loi aux auteurs des délits et des crimes qui tombent sous le coup de celle-ci !

« Telle loi est abominable ! Ses disposi-tions sont en contradiction avec la notion « et les principes les plus élémentaires de la « véritable équité ! » hurlent les uns.

« La police et la magistrature sont pour-ries. Les policiers et les juges sont d'une « partialité révoltante. Ils seraient à leur « place sur le banc d'infamie ! » hurlent les autres.

Et tous vocifèrent à qui mieux mieux.

Au ton qu'ils y mettent, à l'air furieux qui contracte leur visage, aux gestes mena-çants et vengeurs qui soulignent ce ton et cet air on serait porté à prendre ces « exas-pérés » pour de féroces anarchistes, pour des ennemis forcés de la Loi et du gendarme.

On se méprendrait lourdement, car ces « gueulards » ont le culte et le respect de la Loi et ils ont, enracinés en eux par la rou-tine et l'éducation, la conviction que la Loi est sacrée et nécessaire et que, pour en garantir l'observation, les tribunaux, les pri-sons, le bagne et la guillotine sont indispen-sables.

(Suite et fin dans le prochain numéro.)

SEBASTIEN FAURE.

DANS LE GUÉPIER BALKANIQUE

La position de la Bulgarie

La rivalité des grandes puissances dans la pé-ninsule balkanique, s'accroît chaque jour. La Russie, qui semblait se désintéresser de cette région, a fait sa rentrée solennelle avec le récent voyage de Potemkine à Ankara, Sofia et Bucarest.

La Bulgarie, dont la position dans le centre de la péninsule peut servir aussi bien de soudure que d'obstacle au bloc, que les deux groupes de puissances veulent former, fait, depuis quelque temps, objet des conversations des chancelleries. C'est que ce pays fait partie des pays qui ont des réclamations territoriales à formuler contre leurs voisins.

En effet, malgré la défaite de 1913, le na-tionalisme bulgare n'a pas renoncé à ce qu'il ap-pelle son idéal national, c'est-à-dire le groupe-ment dans un même état, de quelques millions de Bulgares vivant dans les régions limitrophes, que la Roumanie, la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie, se sont appropriées, à la suite des traités de 1913 et 1919.

Le traité de Neuilly avait imposé à la Bul-garie des lourdes réparations, ainsi que l'interdic-tion d'avoir une armée de conscription. En con-cre, le même traité contenait des clauses prévoyant la protection des minorités bulgares restées en dehors des frontières, et un débouché sur la mer Egée. Comme on peut le prévoir, au-cune de ces clauses ne fut exécutée par les in-téressés. Les minorités bulgares sont soumises à une dénationalisation intensive.

Pour empêcher le révisionisme bulgare d'agir, les quatre Etats balkaniques formèrent, en 1934, l'Entente Balkanique. Dans les clauses secrètes de ce traité, les contractants avaient prévu la conquête et le partage de la Bulgarie en cas de nécessité. Se voyant ainsi encerclés, la Bulgarie a réagi en s'entendant avec un des partenaires, envers lequel elle avait le plus de réclamations à formuler. La dissolution de l'organisation macédonienne, et le voyage du roi Alexandre à So-fia, mirent les bases de cette Entente avec la Yougoslavie. A la suite de l'Anschluss, les gran-des puissances ont fait pression sur l'entente balkanique, pour libérer la Bulgarie des clauses militaires du traité de Neuilly. Les marchands de canons, qui sont les seuls à ne pas « perdre le nord » dans notre époque de veulerie et de désarroi général, avaient depuis longtemps pré-paré le terrain de cet accord. Un client officiel de plus à leur guichet ! Des crédits de plusieurs milliards furent accordés à la Bulgarie par Lon-dres et Paris, pour lui permettre d'équiper son armée et ses chemins de fer. Disons que cette sollicitude des grandes puissances victorieuses

de la grande guerre, envers un pays qui ne cessait de protester contre le traité qu'elles lui avait imposé, n'était pas complètement désintéressée. Les « alliés » balkaniques, prenant au sé-rieux la formule « Les Balkans aux Balkani-ques », pouvaient, sous l'influence de l'axe, fausser compagnie à leurs puissants protecteurs, au moment où ces derniers auraient le plus be-soin d'eux.

Les Chancelleries, par habitude, connaissent la force de la corruption et le rôle des individus, aux moments décisifs de l'histoire.

L'évolution de la politique yougoslave vers la « neutralité » et son rapprochement avec l'Allemagne et l'Italie, ne sont-ils pas posté-rieurs à son entente avec la Bulgarie ?

La diplomatie anglaise, dont la versatilité est archi-cunue, se fait le principal protagoniste de l'incorporation de la Bulgarie dans le bloc démocratique. La presse anglaise demande sou-vent « justice » pour les revendications bulgares. Jusqu'à présent, cependant, cette campagne ne semble avoir d'autre but que d'intimider la Grèce et la Roumanie, et les empêcher de pas-ser du côté de l'axe. Cette supposition n'est pas une simple vue de l'esprit. L'examen des échan-ges commerciaux entre la Bulgarie et la Grande-Bretagne, montre une baisse de 50 %, par rapport de l'année dernière, tandis que les posi-tions allemandes se renforcent, l'Allemagne contrôle plus de 75 % du commerce extérieur de la Bulgarie.

Dans ces conditions, la politique extérieure bulgare restera encore longtemps imprécise. Dans les milieux militaires de Paris, et de cer-taines capitales balkaniques, on forme le projet de neutraliser la Bulgarie en l'occupant militai-rement avant le déclenchement des hostilités en Occident. Le massacre, il y a quelques semai-nes, d'une vingtaine de paysans bulgares habi-tant la Dobroudja, peut être, sans conteste, at-tribué à ces milieux. Les nationalistes bulgares se sont contentés de quelques protestations, au lieu de provoquer un conflit armé. Ils savent que la guerre n'est guère populaire en Bulgarie. Le régime de la monarchie absolue, instauré par le roi Boris, est semblable aux régimes des pays voisins, avec cette aggravation, que le peuple bulgare n'a jamais renoncé à son goût pour la liberté. L'activité des anarchistes, démocrates, petits bourgeois et paysans, socialistes et commu-nistes, n'a jamais été plus forte qu'en ce mo-ment. Ajoutons à ceci, le fait que la Bulgarie n'a pas d'industrie de guerre, ni pétrole, ni mé-tallurgie, et nous comprendrons la « sagesse » de son gouvernement. SIMEON PIERRE.

FORGEONS NOS ARMES

Chacun de nous n'ignore pas les difficul-tés rencontrées par le Gouvernement pour assurer chaque année l'équilibre du budget de défense nationale. Périodiquement, cha-que ministre des Finances, s'adressant aux contribuables, exige des sacrifices nou-veaux. Tout le monde l'encaisse : c'est pour la Patrie.

On vient d'instituer la taxe d'armement d'un faible pourcentage, appliquée à beau-coup d'objets à l'origine de leur fabrication. Ça fait rentrer pas mal d'argent dans la caisse de Reynaud. Pendant ce temps, nous nous cassons la tête, à l'Administration du Libertaire, pour assurer la sortie régulière de notre journal.

L'argent a toujours été la grosse ques-tion dans notre mouvement, et il faut que tous soient persuadés qu'à notre époque on ne fait rien si on n'a pas la grosse somme. Le Libertaire est sûrement l'or-gane révolutionnaire qui tiendra, s'il le faut, dans des conditions plus difficiles. Mais la situation faite actuellement à la classe ouvrière dans le monde entier, et les dangers de guerre de plus en plus précis, nous obligent à propager encore plus large-

ment notre opposition au régime capitaliste et notre espoir en la révolution sociale.

Il nous faut, pour cela, de l'argent et tou-jours de l'argent. Quand nous adressons des appels à nos lecteurs, les invitant à s'abonner, à renouveler leur abonnement, à souscrire, nous ne les tapons pas par principe.

Vous avez constaté le véritable tour de force accompli par le Libertaire — qui a maintenant 42 ans — pour paraître régu-lièrement, ces dernières années, avec 6 pa-ges et plus, et avec quels moyens !

Amis, lecteurs et sympathisants vous êtes contre la guerre provoquée par l'impéria-lisme du capital, vous en serez les victimes si vous ne réagissez. Vous voudriez voir régner notre idéal de liberté et d'égalité, faites pour le Libertaire, votre journal, ce que tout le monde accepte pour que la guerre soit.

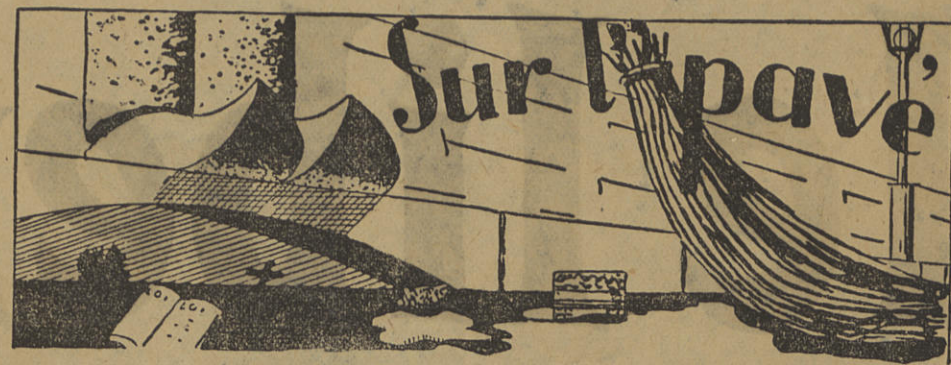
Donnez, pour la lutte contre la guerre, pour que le Libertaire soit assuré de vivre, imposez-vous sur votre budget le prix d'un abonnement, souscrivez régulièrement et vous ferez votre devoir envers le Libertaire.

Cela suffit. La cause est entendue et tous les bons Français jugeront. Ainsi, tandis que les malheureux patrons dont la situation s'avère si incertaine depuis que les exigences de leurs salariés les ont quasiment mis sur la paille, travaillent néanmoins et font face aux demandes de la Défense nationale, met-tant avec un désintéressement étonnant les in-térêts supérieurs de la France au-dessus de leurs profits particuliers. Tandis que les députés eux-mêmes iront jusqu'à accepter de continuer leur mandat et de ne pas se représenter devant les électeurs pour recevoir les ovations auxquelles leur dévouement leur donne droit. Tandis encore que Paul Reynaud, notre argentier aussi lucide qu'infatigable, se contentera d'un plongeon heb-domadaire, au cours d'un bref week-end passé dans une plage de famille, les ouvriers, les ma-nœuvres, les brailleurs d'Internationale et autres occupants d'usines se gouverneront sans souci des appels désespérés que la Patrie adresse à leurs oreilles égoïstement bouchées et dilapide-ront dans les débauches les plus viles un argent qui serait si utile au relèvement du pays.

L'« empire », de par l'ingratitude et le par-ticularisme de la plèbe, de par l'infiltration per-nicieuse des théories exécrables de lutte de clas-ses et d'internationalisme, sombre dans la dé-cadence. Voilà où nous aurons conduit les propa-gandes néfastes et l'excitation des haines socia-les. Alors que le patronat, témoin d'une abnégation magnifique, restera à l'usine pour se consacrer loyalement à l'effort de redressement nécessaire, les « congés payés » envahiront Deauville, sans se préoccuper de savoir si la pa-trie ne mourra pas de leur inconscience et de leur égoïsme. Pauvre pays, pauvre patrie, pauvre France !

MAURICE DOUTREAU.

N. B. — Tous droits de reproduction résé-rvés. MM. Daladier, Reynaud, Gignoux et tous les parlementaires qui désireraient utiliser ce texte comme discours sont priés d'en demander l'autorisation au Libertaire.



PROPOS D'UN PARIA

IMBROGLIO

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais les « papiers » des journalistes chargés, comme l'on dit, de la politique extérieure, sont de plus en plus ambigus, sibyllins, ou, pour mieux dire : vazeux.

Il faut reconnaître que, depuis si longtemps que les affaires vont mal dans presque tous les pays du monde, le métier de commentateur de-vient de plus en plus difficile.

Car, plus ça dure, plus c'est la même chose. Et on aurait tort de dire que ça va mieux qu'en septembre dernier.

Aurons-nous une alliance anglo-franco-sovié-tique ?

On nous l'assure, mais on nous dit en même temps que ces farouches « antifascistes » que se disent les Tovarichs staliniens lancent des coups d'œil agaçants du côté du somnambule de Berchtesgaden avec lequel ils seraient tout prêts à signer un accord économique dans le même temps qu'ils s'aligneraient politi-quement avec ces vieilles et tant décriées démocraties !

Et en Allemagne, bien qu'on soit de plus en plus antihitlerien, on ne dit rien qui puisse faire de la peine à ces « marxistes » hier en-core tant honnis.

Cela n'empêche pas les Japonais, alliés de l'Allemagne, de descendre — si l'on en croit leurs communiqués — journellement des cen-taines d'avions russes.

D'autre part, si nous jetons un regard sur ce qui se passe chez les autres nations et passons une petite revue des anomalies ou qui peuvent sembler telles, on constate :

Que la France, alliée de l'Angleterre, vient de signer un traité commercial avec le Japon.

Que l'Italie construit des bateaux de guerre pour la Russie.

Que la France fournit des moteurs à l'Italie, du fer à l'Allemagne.

Que le Mexique — pays de Front popu-laire — alimente l'Allemagne nazie en pétrole.

Etc., etc.

Ces et cetera représentant toutes les tracta-tions, combinaisons, cachées ou avouées, qui lient entre elles des nations dont les repré-sentants, sur la place publique, se déchirent au-tant qu'il est possible de le faire.

Pendant que l'on voit les Anglais et leurs épouses se faire déshabiller sous l'œil ironique des sentinelles nipponnes et encaisser les « pires insultes et les plus durs vexations ».

Tout cela est si embrouillé que la voyante la plus extralucide ne peut y voir que du feu.

Qui débrouillera cet échec dont les fils sont si inextricablement emmêlés ?

Que sortira-t-il de ces luttes soi-disant idéo-logiques, mais qui ne sont que des oppositions d'intérêts plus ou moins habilement camouflés ?

La guerre ?

Mais la guerre n'arrangerait rien... au con-traire.

La révolution ?

Peut-être. A condition, bien entendu, que les révolutionnaires, sous prétexte d'antifas-cisme, ne nous conduisent pas à la servitude bolcheviste et au capitalisme d'Etat qui ne vaut pas mieux que l'autre.

La révolution faisant suite à la guerre ?

Oui, mais on nous l'a déjà fait une fois !

Le mieux serait donc, pour nous, de prépa-rer l'opposition à la guerre et la révolution contre tous les régimes d'oppression, rouges, noirs ou tricolores.

Larue-Michel.

FEU LES 40 HEURES



Le ministrucule Pomaret a parlé à la C.I.T. de Genève sur la position de la France devant les grands problèmes actuels. Il a ainsi abordé la question des 40 heures.

« Qu'on ne vienne pas parler, a-t-il dit, d'abandon des 40 heures de la France ».

Ah ! ça non, monsieur le Ministre ! Vivent les 40 heures !

Mais le Pomaret de souligner ce qu'avait clamé Jouhaux lui-même à savoir que « la sé-curité de la nation et la défense de la liberté rendent nécessaire bien que douloureux pour lui le sacrifice du débat sur les 40 heures ».

Hélas ! oui, camarade. Les événements ten-dus provoquent un assouplissement de notre conquête. Assouplissement : jolie gymnastique où le profiteur se redresse sur l'exploité.

ON TUERA « A L'OMBRE »



A la suite du scandale des exécutions capitales en public, il vient d'être pris un décret-loi ordonnant que désormais celles-ci auraient lieu à l'in-térieur des prisons et sans pu-blicité. C'est là tout ce qu'a pu prendre comme mesure la France généreuse, aux idées avancées, des Droits de l'Homme, etc., etc.

Il y a pourtant bien des pays qui ont donné l'exemple de l'abolition pure et simple de la peine de mort et qui s'en trouvent fort bien. Leur criminalité n'a pas augmenté, bien au con-traire. Mais faire comprendre ça à un Dalad-ier, à un Vautel et aux millions de Français moyens qui les admirent, c'est plus dur qu'ap-prendre à compter à un ver de vase !

CES FAINEANTS D'OUVRIERS !



DANS le journal des Chouans « La Vendée », un certain Bernard-Lucien demande avec un air touchant la loi de 60 heures dans l'industrie pri-vée. Pas moins !... « Mes-sure qui se révèle extrême-ment urgente », souligne ce distingué salaud.

« Les industries de défense nationale, écrit-il, travaillant 60 heures et cela est absolue né-cessité, il est normal que les autres activités de la nation ne restent pas douillettement à accom-plir leurs 40 heures ».

Vous entendez, vous, les « mineurs », vous, les « métallos », les « gars-à-la-chaîne », vous ne pouvez plus rester douillettement pendant 40 heures dans la crasse et la poussière. 40 heu-res ! Ce n'est pas assez pour vous, tas de fai-neants ! C'est 60 heures qu'il vous faut. Vous aurez alors seulement le droit d'être dignes du Travail... et de la Nation.

ENCORE POUR LA PATRIE



CAR vous travaillerez aussi pour Elle. C'est que ce ma-lin de Bernard-Lucien a tout prévu.

En bon patriote désintéressé, défenseur des « braves ouvriers » et non en quel-conque profiteur.

« Le produit de cet effort supplémentaire, expose-t-il ingénieusement, sera versé à la Caisse de la Défense Nationale ».

Bravo ! 60 heures, avec la participation à la bouchée de canon pour M. Schneider et consorts.

Ainsi, non contents de donner avec le sou-rire des « pour cent » à Reynaud, nous don-nerions chaque jour un peu plus de notre sueur à ces messieurs.

En attendant de leur donner notre peau. Mais « c'est le rêve ». Le rêve d'un certain Bernard-Lucien, par exemple.

UN JOYEUX FARCEUR



C'est M. Paul Lévy, di-recteur de la feuille « Aux Ecoutes ». Ce personnage qui porteur d'un nom banal entre tous parvient cependant à l'il-lustrer dans des affaires dont la moindre ne fut pas le scan-dale Stavisky, s'est senti dernièrement un ta-lent d'auteur dramatique. Il a écrit une pièce, Cincinnatus, qui fut jouée quelques jours, à raison de trente spectateurs par soirée, au théâtre Antoine.

Notre camarade Doutreau avait, dans le Libertaire, sous la signature d'Alberic, fait la critique de cette mauvaise pièce.

Ce qu'il en a dit et surtout ce qu'il a rap-pelé à propos de son auteur staviskien, n'a pas eu l'heur de plaire au Paul Lévy. Ce monsieur vient d'envoyer ses témoins à Dou-treau. Un duel ? Que non pas, les témoins, en l'occurrence, c'est un huissier porteur d'une assignation en justice pour diffamation, par la-quelle Lévy réclame à Doutreau 50.000 francs de dommages-intérêts. S'estimant l'offensé, Paul Lévy avait le choix des armes. Il a choi-si le papier bleu. On est « faisant » ou on ne l'est pas.

UN JOYEUX FARCEUR (Suite)



La même demande de 50.000 francs de dommages-intérêts émanant du même personnage est émise à Au-rèle Patorni, coupable lui aussi d'avoir montré le Paul Lévy aux lecteurs de la Pa-trie Humaine.

50 et 50, ça fait 100.000. Encore deux ou trois comme ça et Paul Lévy rentrera dans son argent. L'argent qu'a dû lui coûter son four.

Quant aux accusés, Doutreau et Patorni, inutile de dire qu'ils ont perdu le sommeil et qu'ils vendent leurs cravates pour réaliser les cinquante billets.

Et que finalement, on peut être sûr que Paul Lévy ne touchera pas de fausse mon-naie !

UN SUBSTITUT EMPOISONNE



C'est celui qui dut requé-rir lundi au procès intenté à « S.I.A. » et à Henri Jean-son, pour « apologie du crime de meurtre dans un but de propagande anarchiste ».

Jeanson avait cité comme témoins une pléiade de littérateurs et de ci-néastes aux noms connus : Paul Reboux, Mar-cel Carné, Tristan Bernard, Charles-Henry Hirsch, Marcel Achard, Georges Pioch, etc., etc.

Or donc, notre substitut, des plus long emmanché (ne confondons pas, il s'agit de ses manches) agitait désespérément ses bras, s'ex-cusant presque d'avoir à plaider dans une cause si brillamment soutenue.

Les témoins, l'accusé et les avocats de la défense n'eurent aucune peine à ridiculiser nos chats-fourrés, empestés dans leur code comme dans leur déguisement et impressionnés par la notoriété des dépositants.

Et la liberté de la presse fut défendue com-me il convenait par « S.I.A. » et ses partisans. Monsieur Dubalal.

Pour recevoir les « congés payés »

Chacun sait cela, et c'est une infamie mani-feste, les « congés payés » envahissent les pla-ges et les stations les plus sélect. Tous ces lieux qui naguère faisaient les beaux jours des gens du monde, des classes « supérieures », sont aujourd'hui livrés au séjour dégradant et déva-stateur des ouvriers d'usine, de la « canaille », de la tourbe, laquelle bénéficie, en nos temps proprement abominables, de vacances rétribuées.

Du reste, cette lie a remplacé dans les en-droits mondains, qui constituaient, en des mul-tiples attrails de notre France, les malheureux industriels, les infortunés commerçants, les pau-vres « riches », aujourd'hui trop affectés par la crise et d'autre part trop soucieux des sacrifices qu'il faut consentir à la patrie menacée pour s'en aller fainéanter dans les lieux de plaisir.

Seuls, dans l'égoïsme de leur matérialisme sordide, les gens de la basse classe, les « pro-létaires », comme ils se dénomment eux-mêmes, peuvent être assez inconscients et suffisamment dépourvus de vertus civiques et nationale pour aller se vautrer sur les sables maritimes ou se prélasser dans les campagnes, alors que le pays requiert impérieusement le dévouement de tous les citoyens.

Quelle tristesse ! Quelle douleur pour le vrai patriote que voir la France ainsi délaissée, alors qu'à son flanc, les plaies saignent et que l'étran-ger nous guette pour nous porter le coup mor-tel ! Qui fera comprendre à ces égarés dont tous, bien sûr, ne sont pas foncièrement corrompus par les idéologies fausses, par la démagogie ré-volutionnaire et par l'antimilitarisme désuet, que l'heure n'est pas à la paresse, mai : au travail. Que le plaisir ne peut être quand la nation est en péril. Que l'union de tous les fils de notre pays, sans distinction de classes, peut seule nous sauver. Que cette union doit se sceller dans l'ef-fort et dans le sacrifice patriotiquement con-senti et qu'il convient de mettre la France au travail plutôt que les ouvriers en vacances ? Etc., etc., etc.

Cependant, exploitant l'état d'esprit détesta-ble des révoltés, des trafiquants, plutôt que de s'employer à soutenir les journaux patriotes dans leur propagande, font des appels à ces « congés payés » et les invitent, à grand renfort de pu-blicités tapageuses, à venir se la couler douce dans des endroits de plaisir. Ainsi qu'ils l'an-noucent, ils ont tout mis en œuvre, recollé tou-tes les vedettes, prévu toutes les distractions. Qu'on en juge :

Les pommiers se couvrent de pommes ; les prés verdissent au pays de M. de Morry. Mais la ville qu'il ébaucha et que ses successeurs, les Cornuché, les Chauveau, les Le Hoc, les Colas, ont ornée de collages, de palais, de jardins — Deauville — s'éveille, s'anime, car se rapproche le temps d'être belle.

Maurice d'Arhanpe réunit-il aux tables de son Tardets-Bar ses « fils » d'élection ? On peut en être certain. Sa gaieté et sa verve n'ont rien perdu.

A-t-il aux Ambassadeurs prévu les galas somptueux des samedis et des jours fériés ? Est-ce vrai qu'il a enlevé, dans un envol vers Londres et à prix d'or, un spectacle de girls, qu'accompagnait à ravir le plus doux orchestre du monde ?

N'est-il pas vrai aussi qu'entourés de leur décor Louis XVI vous retrouverez, à côté de la Roulette, le Trente-et-Quarante, cher à Marie-Antoinette et à la banque ouverte ?

Les courses ? 35 journées du 9 juillet au 10 septembre sur les deux hippodromes. Six mil-lions de prix.

Le tir aux pigeons, avec 420.000 francs de prix, du 12 au 23 juillet, donnera le Championnat du monde et G. Rambaud affirme même à qui veut l'entendre qu'il battra le record du nombre de fusils.

La belle Guatémaliennne, qui questionnait Don, dans son Français incertain, sur les « plan-chers » de la plage fleurie, voulant s'assurer s'ils étaient cirés pour marcher en cothurnes sur les planches neuves, dans toute la grâce de son corps oblong et dévoué.

Deauville sera en 1939 la Cité des femmes, élégantes et vraiment l'éternelle fille adorée de son initiateur le duc de Morry.

LA BOITE
AUX BOUQUINS

d'une "Révolution"

par Jean GUÉHENNO (1)

Que le titre de cet ouvrage est mauvais! De quelle révolution s'agit-il? On ne trouve dans ces pages, que les gémissements d'un intellectuel désabusé, d'un écrivain qui s'est jeté timidement, craintivement, dans l'action politique et qui, très vite dégoûté par les querelles des partis, n'aspire qu'à rentrer sous sa tente et poursuivre sa méditation intérieure, si médiocre soit-elle. Révolution personnelle, alors? Pas même. On ne peut décemment appeler révolution le flux et le reflux que subissent la pensée et l'humeur de Guéhenno. Celui-ci est toujours le même être inquiet, affligé, d'on ne sait quelle douleur secrète qui est peut-être la conscience intime mais très nette d'une rupture avec sa classe, d'un embourgeoisement de plus en plus marqué. Il faut attendre les dernières pages du livre pour que tout s'éclaire. Ce que Guéhenno nomme, sans rire, une révolution, c'est, tenez-vous bien, l'expérience du Front Populaire: *Il y a deux ans, nous avons commencé une révolution qui n'a pas coûté une goutte de sang, et qui, tout incomplète qu'elle soit, a fait de l'ouvrier français, l'ouvrier le plus libre de l'Europe, celui dont la dignité est la mieux garantie par la loi (p. 238).* A quel point il se moque du monde, lui-même s'en aperçoit. Il écrit, par ailleurs: *Il m'a semblé, parfois, que nous jouions « la comédie de la révolution ».* Voilà qui est exact. Avec une foi naïve et une bonne volonté évidente, Guéhenno comme Chamson, Violis et tous ceux qui participèrent à « l'épopée » de Vendredi, furent des comédiens, et chacun d'eux pourrait intituler ses souvenirs de cette époque, comme l'était une excellente pièce, jouée l'an dernier: *« L'homme qui se donnait la comédie »*. Ce serait plus franc.

Si l'on excepte quelques notations assez embrouillées qui témoignent de l'effort de Guéhenno pour réintégrer la communauté des gens de rien, cette plèbe sans histoire qui a fait l'histoire, le contenu de son livre est plutôt maigre. Le principal intérêt de ce journal de vacances vient de ce que la querelle de l'auteur avec André Gide, y est rapportée dans son entier. On se souvient des faits, André Gide ayant signé une protestation d'écrivains contre le procès du P.O.U.M., fut traité d'allié des Marocains et des Chemises Noires par un collaborateur des *Izvestia*, Ilya Ehrenbourg. Bien qu'il collaborât à Vendredi, le Comité directeur de ce journal lui refusa l'hospitalité d'une mise au point, qu'il dut publier dans la *Flèche*. Comme il avait mis en cause la liberté de Vendredi, Guéhenno répondit par une longue diatribe contre l'auteur du *Retour d'U.R.S.S.* Le débat s'envenima rapidement. Aujourd'hui que toutes les pièces sont devant nous, il nous apparaît que Guéhenno eut presque tous les torts. Sa façon géométrique de plaider l'innocence et la vertu, à quelque chose d'irritant, et quand on ne se laisse pas convaincre trop vite par ce qu'on croit être un cri du cœur, on s'aperçoit qu'il y a dans cette défense de quoi bâtir un solide réquisitoire. Lorsque Guéhenno, se donnant le beau rôle, dit qu'il a écrit les deux lettres contre Gide, parce qu'il le devait à la camaraderie, on se demande pourquoi ce même sentiment ne lui permettait pas d'ouvrir les colonnes de son journal au camarade Gide, injustement attaqué. Il est vrai que, pour lui,

secourir un ami calomnié, équivaut à servir ses « rancunes personnelles », à le suivre dans ses « vagabondages » et ses « erreurs ». Lorsqu'il accuse Gide de confondre vérité et sincérité, il est facile de lui rétorquer qu'il confond lui-même vérité et cause. *« Pris entre trois grands partis, totalement libres à l'égard de ces trois partis, dévoués à tous les trois, nous avons eu souci de servir la cause qui leur était commune, négligeant les querelles qu'ils pourraient se faire les uns les autres, évitant de donner de l'importance, à ce qui pouvait les diviser »,* écrit-il encore. La logique de cette phrase m'enchantait. Raisonnable comme l'auteur de *Caliban parle*, un valet de chambre peut s'écrier, s'il voit que ses patrons se chamaillent: *« Oh moi, je ne veux pas prendre part à leur dispute. Je suis totalement libre à leur égard. »* Ce qui prouve encore mieux son indépendance, c'est qu'il se retrouve sur le pavé lorsque ses maîtres, s'étant assez enroulés, se séparent. Ainsi en advint-il à la rédaction de Vendredi, lorsque le Front populaire se disloqua.

Les deux articles que Guéhenno publia sur les procès de Moscou, révèlent toujours la même crainte de ne pas déplaire aux staliniens, et le même désir de paraître généreux. Voyez plutôt: *« parce que j'aime mieux plaider pour les victimes (ah ! le brave homme) et pour les causes perdues (mais, c'est une accusation!) parce qu'il ne me convient pas de hurler à la mort (admirons sa sensibilité), j'oserai crier : assez de sang. »* Mais, dans le même article, Guéhenno faisait savoir qu'il ne protesterait pas trop fort, et qu'il ne signerait pas l'appel aux hommes lancé par Wulens, car *« j'ai souvenir qu'ils ont assassiné Kirov. »* Parce qu'il se rappelait cela, il ne devait pas ignorer non plus que le meurtre de Kirov avait été suffisamment vengé par des centaines de fusillades, qu'un coupable ne peut être puni deux fois pour le même crime, et que les accusés d'août 36 étaient, pour la plupart, en prison, lorsqu'eut lieu l'assassinat du chef bolchevik.

Guéhenno, un honnête homme? Non, c'est un jésuite!

JEAN REMY.

(1) Editions Grasset.

SAUVONS EL FASSI

L'« Empire » français témoigne envers les peuples coloniaux d'une férocité sans exemple qu'il exerce surtout sur les militants. Le cas d'El Fassi, jeune professeur marocain, président du « Comité d'Action Marocaine » en est l'illustration et souligne l'indignation de toutes les consciences libres. Son action courageuse et désintéressée a déjà valu à El Fassi d'être durement frappé par la répression. Cette fois-ci, il vient d'être déporté, sans jugement, au Gabon, pays dont le climat malsain met en danger sa vie, sa santé étant très délicate.

Nous posons la question : A-t-on envoyé El Fassi au Gabon pour l'y faire mourir? Et nous lançons un pressant appel à toutes les consciences libres de ce pays : AIDEZ-NOUS A SAUVER EL FASSI !

Le Bureau de Défense des Peuples Coloniaux (Solidarité Internationale Antifasciste)

RÉPONSE A L' "ACTION FRANÇAISE" SUR LA MORT DE MARIANO

Nous relevons dans l'*Action Française* du 27 juin un article intitulé : « Pourquoi n'avez-vous pas parlé de l'assassinat de Mariano Vasquez ? »

Devant de telles insinuations que la moindre vérification aurait réduites à néant, on est en droit de croire à la mauvaise foi manifeste de la feuille royaliste; car il semble invraisemblable qu'un grand quotidien qui a de sérieuses possibilités d'informations se soit trompé involontairement. Or, l'argumentation ne peut persuader que l'être de mauvaise foi.

Cependant, si le moindre doute devait exister dans l'esprit de nos camarades, nous leur dirions que si l'*Action Française* avait eu le souci d'informer impartialement ses lecteurs, elle aurait cherché à contrôler les informations qu'elle a puisées dans la *Libertaire*. Et alors elle n'aurait pas annoncé, le 27 juin, que Mariano avait été retrouvé au pont d'Argenteuil cinq jours avant, c'est-à-dire le 22, alors que notre malheureux camarade reposait déjà dans le petit cimetière de la Ferté-sous-Jouarre depuis deux jours, ayant été enterré le 20 dans la matinée.

Elle n'aurait pas affirmé davantage que son corps avait été trouvé à Argenteuil, car elle aurait appris des autorités locales qu'il a été repêché le dimanche 18, devant l'établissement de bains de La Ferté-sous-Jouarre, sous les yeux du public angoissé qui l'avait vu couler.

Si la feuille royaliste avait voulu se renseigner sur place, elle aurait que deux médecins locaux sont arrivés sur les lieux de l'accident pour essayer d'assister le noyé, et que l'un d'eux a continué à lui prodiguer des soins jusqu'à 11 heures du soir à l'hôpital de La Ferté, et que le cadavre n'a été abandonné qu'à deux heures du matin, alors que toutes les tentatives de respiration artificielle n'avaient donné aucun résultat, et que tout espoir de le sauver était disparu.

L'*Action Française* saurait aussi qu'une enquête de la gendarmerie locale a écarté l'hypothèse d'un crime; que le permis d'inhumer a été normalement délivré par le médecin de l'endroit; qu'au reste, si l'autopsie a été jugée inutile elle demeure toujours possible, si l'*Action Française* veut en faire les frais.

Il reste donc manifeste que le journal royaliste a trompé ses lecteurs et l'opinion; et si le moindre doute subsiste, nos précisions pourront être contrôlées et permettront de confondre l'auteur de cet article calomnieux, bien digne du torchon ignoble que nous ne connaissons que trop.

UNE FETE AU PROFIT DE LA S.I.A.

Le samedi 1^{er} juillet, à 21 heures, salle du Coiteau, à Valenton, au profit des victimes de la répression, avec le concours de Charles d'Avray et le Groupe du Patronage laïque. A minuit, grand bal de nuit, Tombola gratuite. Prix d'entrée: 5 fr. Chômeurs et enfants: 2 fr. On trouve des billets au « Lib » et à S.I.A., 26, rue de Crussol.

La Vie de l'U. A.

FEDERATION PARISIENNE

COMITE D'INITIATIVE. — La réunion du C. I. de la Fédération Parisienne de l'U. A. aura lieu samedi 8 juillet 1939, à 15 h. 30, au LIBERTAIRE.

Il est indispensable que tous les groupes envoient un délégué.

PARIS-BANLIEUE

BAGNOLET

Pour une cause indépendante de sa volonté le groupe libertaire a supprimé provisoirement ses réunions du jeudi soir, mais il tiendra une permanence tous les dimanches matin de 10 h. à midi, 43, rue Hoche.

Appel aux sympathisants et aux lecteurs de « l'Alarme » qui voudraient nous connaître.

BONDY

Vraiment, Bondy n'est plus sûr pour les anarchistes. Après les défilés des P.S.F.-U.N.C. et curallions, il fallait bien que nos nacos fassent quelque chose.

L'Union, comme cela, sera parfaite. Dimanche dernier, à l'occasion d'un concours de pêche, organisé par l'Huma, notre conseiller général, afin de remonter le moral de ses troupes, se mit à hurler à tue-tête:

« Voyez le « Libertaire », payé par les fonds secrets ». Son influence aidant, le monde s'agitroupe. La discussion s'engagea. Nous n'étions que deux, mais le leader communiste ne nous fit pas cela à l'estomac. Il déclara que nous ne tapions que sur le communisme, etc... Que nous ne tapions jamais sur les fascistes, etc...

Eh bien! Monsieur le conseiller général, pour du culot, c'est du culot.

Est-ce vous qui protestiez ce récent dimanche, lorsque les fascistes défilèrent à Bondy? ou étaient-ils vos antifascistes? Nous n'étions que quatre vendeurs du « Lib », contre plus de deux cents P. S. F., U. N. C., I. O. C. C'est cela que vous appelez être antifascistes? Qu'avez-vous fait, vous?

Quand à vendre le « Lib », ce n'est pas encore vous, Monsieur Jules Aufferet qui nous en empêchiez. Vous n'êtes pas encore en Russie. A bon entendeur, salut.

Le Groupe.

RUEIL-MALMAISON - Mt-VALERIE

Une fête champêtre organisée par le groupe de Rueil-Malmaison aura lieu le dimanche 2 juillet à partir de 9 heures jusqu'à la nuit.

Les campeurs auront place le samedi, s'adresseront à l'épicerie Fontaine, rue Roger-Jourdain, à Rueil (haut de la rue Danton). Ravitaillement, plein air, panoramas, jeux pour enfants et grandes personnes, tombola et aussi jazz Paul pour les danseurs.

La tombola sera tirée à 18 heures, nombreux lots. Le bénéfice sera versé moitié pour le Combat syndicaliste et le Libertaire.

VALENTIN

C'est avec joie que nous apprenons la libération de notre camarade Louis Bonnefoy, qui matraqué et grièvement blessé n'en fut pas moins condamné à 15 jours de prison et 300 fr. de dommages-intérêts par le tribunal de Corbeil. Nous allons donc le retrouver parmi nous pour continuer vaillamment la lutte.

Le Groupe.

VOIX DE PROVINCE

NARBONNE

Par les tristes temps que nous traversons il est réconfortant de constater que, malgré tout le découragement qui s'est abattu sur la classe ouvrière, tout esprit de lutte n'a pas disparu des milieux prolétariens.

Nos fascistes, du parti social français, en ont fait dimanche dernier la constatation à leurs dépens.

Avant à grand renfort de publicité organisée pour la première fois une réunion publique à Narbonne, malgré toutes leurs troupes amenées par autos et cars, de tous les environs et même des départements voisins et surtout malgré le lamentable dégonflage du parti socialiste, leurs orateurs furent mis dans l'impossibilité de se faire entendre.

Les travailleurs, communistes, socialistes, syndicalistes, anarchistes et du P.S.O.P., surent devant leurs ennemis communs réaliser sur le champ leur unité d'action.

A notre avis, de cette contre-manifestation doit être tirés des enseignements:

1° Que malgré toute la répression gouvernementale et patronale, le prolétariat est capable en certaines circonstances de passer à l'action directe;

2° Que cette réunion qui fut un bel échec pour les fascistes, aurait pu avec une meilleure préparation de la part des organisations ouvrières, se tourner pour nos réacteurs en véritable désastre;

3° Qu'il est nécessaire pour nous anarchistes de ne pas se laisser aller à un pessimisme que les faits quelquefois contredisent et qu'il y aurait nécessité pour les minorités nettement révolutionnaires et pacifistes de s'entendre fraternellement, pour que de semblables manifestations ne tournent pas exclusivement au profit de partis politiques, dont les intentions dictatoriales n'ont rien à envier au Parti Social Français.

Dans le fond cette manifestation fait pour ceux qui y participèrent un sérieux encouragement et une raison de ne pas désespérer.

Petite Correspondance

Nicolas demande à Roger de lui écrire. S'il ne se souvient pas de son adresse, qu'il envoie la lettre à François qui me la remettra.

Je voudrais avoir des nouvelles de:

1° Placido Lopez Martinez, qui était hospitalisé janvier 1939, Caldas de Malaballa, Gérone.

2° Juan Grande Maezo, de l'aviation de Cuarter Pedraves, Barcelona.

M'écrire: Joseph Michel, 39, rue de la Gare, Tenay (Ain).

◆ Cappe, donne ton adresse au « Libertaire » ou passe chez Maurice, à Puteaux. Urgent.

Abonnements au "Libertaire"

FRANCE	ETRANGER
20 N°s 14 fr.	20 N°s 18 fr.
52 N°s 28 fr.	52 N°s 36 fr.

Chèque postal: Scheck André, Paris 487-78, r. de Bondy, 9, Botzaris, 38-27

L'ancien chef du Service Secret des Soviets en Occident accuse

Le jeu criminel de Staline en Espagne *

LES JOURNEES DE MAI

Le 2 mai, Sloutski me téléphona à l'Hôtel Savoy, où j'étais descendu, et me demanda d'aller voir un Espagnol communiste important, appelé Garcia, qui était le chef du service secret du gouvernement loyaliste, lequel avait son siège à Valence. Il avait été envoyé en U.R.S.S. pour assister à la célébration du 1^{er} mai. Par suite de l'épuration qui sévissait alors, le télégramme annonçant son arrivée avait été oublié. Personne n'était venu au-devant de lui, et il était seul dans un hôtel modeste de Moscou. Sloutski me demanda de réparer cette négligence de mon mieux.

Accompagné d'un de mes amis, je rendis visite à Garcia, et me trouvai en présence d'un homme sain et vigoureux, ayant à peine trente ans. Il me dit que son bon ami Orlov, chef de la Guépéou en Espagne, avait aimablement arrangé pour lui ce petit voyage dans la capitale soviétique.

— J'étais heureux de venir, dit-il, mais personne ne me souhaita la bienvenue et je ne pus obtenir d'entrer dans le Square rouge pour le 1^{er} mai. Tout ce que je pus voir de la parade fut un aperçu de ma fenêtre, de l'autre côté de la rivière.

Nous nous excusâmes auprès du camarade Garcia et le priâmes à dîner au Savoy. Il nous fit la remarque que les ouvriers soviétiques rencontrés dans les rues paraissaient en bien plus mauvaise condition que les ouvriers espagnols, même au cours de la guerre civile. Il s'était rendu compte que les denrées étaient rares et se demandait comment il se faisait que le gouvernement soviétique ne réussissait pas à améliorer le standard de vie des masses.

Quand je vis Sloutski, je lui demandai quel avait été le but du voyage de cet Espagnol chez nous.

— Orlov désire le voir hors de son chemin, me dit Sloutski. Nous devons le garder ici et l'amuser jusqu'à la fin de mai.

Ayant lu ce rapport, je ne demandai pas à Orlov ce qu'il comptait faire en mai. Les nouvelles de Barcelone éclatèrent, sensationnelles, sur le monde. Les manchettes s'élevaient: « Révolte anarchiste à Barcelone! »

Les correspondants de presse narraient la conspiration antistalinienne dans la capitale de Catalogne: bataille pour la possession du central téléphonique à Barcelone. Combats de rues. Barricades. Exécutions.

A ce jour, les journées de mai de Barcelone apparaissaient dans l'histoire de notre temps comme une guerre fratricide entre les antifascistes, alors que Franco les attaquait. D'après les rapports officiels, les révolutionnaires essayaient traitressement de saisir le pouvoir au moment où toutes les énergies étaient nécessaires pour résister au fascisme. La version de

la tragédie de Barcelone donnée à la presse et trouvant son écho dans le monde entier était qu'il s'agissait d'une révolte fomentée par quelques éléments incontrôlables essayant de pénétrer dans l'aire extrême du mouvement anarchiste dans le but de provoquer des désordres favorables aux ennemis de la République.

MISE EN SCENE D'UNE REVOLTE

L'absurdité de ce rapport était manifeste. Les révolutionnaires catalans étaient déjà maîtres du gouvernement de Catalogne. Pourquoi auraient-ils voulu s'en emparer?

La réalité est que le coup de force de Barcelone était une conspiration montée par la Guépéou. La lutte commença par un raid mené par les agents de la Guépéou sur le central téléphonique.

Pendant cinq jours le sang coula. Cinq cents personnes furent tuées et plus de mille blessées. Par cette opération, la Guépéou faisait de la Catalogne le point devant entraîner le maintien ou la chute du gouvernement Caballero. Après ces journées de bataille, les communistes espagnols conduits par Diaz demandaient la suppression de tous les autres partis et syndicats stations de radio et des salles de réunion sous en Catalogne, la mainmise des journaux, des le contrôle de la Guépéou, enfin, la disparition complète de tout mouvement antistalinien à travers l'Espagne loyaliste.

Largo Caballero ne put accéder à ces demandes; il fut forcé de résilier le pouvoir le 15 mai. Le docteur Juan Negrin devint premier ministre du nouveau gouvernement comme Stachevski l'avait toujours voulu. Son gouvernement fut accueilli comme le gouvernement de la victoire. Negrin resta premier ministre jusqu'à l'effondrement de la défense loyaliste en mars 1939.

Garcia, en apprenant les nouvelles de Barcelone, courut vers moi dans un état de grande excitation. Il était allé à l'ambassade espagnole. Il voulait retourner immédiatement en Espagne. Il ne pouvait comprendre pourquoi on ne le laissait pas partir. Mais Sloutski voulait le retenir. Orlov ne désirait pas que Garcia revint aux environs de Barcelone. Bien qu'il fut un communiste important, il pouvait néanmoins causer des troubles. Dans Barcelone, la Guépéou faisait des dizaines de milliers de prisonniers. Finalement, Sloutski offrit à Garcia un voyage au Caucase et en Crimée, insistant sur le fait que le gouvernement soviétique désirait qu'il vit tout ce qui se passait. Mais Garcia ne voulait qu'une chose: retourner dans son pays. Naturellement, il n'y retourna pas.

A l'ambassade espagnole, Garcia avait fait la connaissance de quatre Espagnols qui, comme lui, voulaient retourner chez eux. Ces quatre hommes occupaient deux vastes chambres à l'hôtel Métropole. Ils avaient été conduits dans chaque musée de Moscou et on leur avait fait visiter tout ce qui pouvait être vu dans la capi-

tale. Ils avaient été en Crimée et au Caucase, à Leningrad et même au barrage du Dnieper. Il y avait cinq mois qu'ils étaient en U.R.S.S.

Chaque jour, ils allaient à l'ambassade pour avoir des nouvelles de chez eux. Chaque jour, ils essayaient d'obtenir la restitution de leur passeport leur permettant d'avoir la permission de retourner en Espagne. En parlant avec eux, je m'aperçus qu'ils se rendaient compte qu'ils étaient prisonniers. Leur gouvernement ne pouvait les aider, puisque Staline en était le maître. Je demandai à Sloutski qui ils étaient.

Ces quatre, dit-il, ce sont les caissiers de la Banque d'Espagne. Ils arrivèrent ici avec le chargement d'or. Il leur fallut trois mois, jour et nuit, pour le compter et aligner les chiffres. Et maintenant, ils veulent retourner chez eux! Et il ajouta qu'ils avaient peu de chances d'y retourner jamais.

LA RUEE VERS L'OR

J'avais remarqué, dans la presse de Moscou, une liste de hauts personnages de la Guépéou qui avaient reçu l'ordre de la Bannière rouge. Parmi eux figuraient plusieurs noms familiers. J'eus l'idée de demander à Sloutski quel service distingué leur avait valu cette décoration si convoitée. Il me répondit que ces hommes décorés étaient les dirigeants d'une équipe spéciale d'environ trente officiers de confiance qui avaient été envoyés en décembre à Odessa pour travailler comme « dockers ».

Une énorme quantité d'or était arrivée à Odessa venant d'Espagne. Staline n'avait confiance en personne autre que les hauts personnages de sa police secrète pour effectuer ce travail de déchargement du trésor, par crainte que le moindre mot puisse en être divulgué. Il avait désigné Yégov personnellement pour choisir les hommes destinés à ce travail. Toute l'opération avait été entourée d'un tel mystère que c'était là le premier mot que j'en entendais.

Un de mes collègues me décrit comment les choses s'étaient passées à Odessa. Tout l'espace autour du quel avait été vidé et entouré par un cordon de troupes spéciales. Dans cet espace vide et désert qui s'étendait des soutes du bâtiment à la voie ferrée les plus hauts fonctionnaires du Guépéou portèrent les caisses d'or sur leur dos. Durant des jours et des jours ils portèrent leur fardeau d'or, le chargeant sur des wagons de marchandises, qui furent ensuite conduits à Moscou sous la garde d'une escorte armée.

Ce collègue essaya de me donner une estimation de l'or qui avait été ainsi déchargé à Odessa. Nous traversons à ce moment l'immense place Rouge. Me montrant du doigt les quelques milliers de mètres carrés qui nous entouraient, ils me dit: « Si toutes les caisses d'or que nous avons emplies sur les quais d'Odessa étaient ici mises côte à côte, elles couvriraient la place Rouge de bout en bout. »

Le trésor que Staline obtint ainsi de l'Espagne se montait certainement à plusieurs centaines de millions de dollars, il atteignait peut-être un demi-milliard.

DISGRACE DE STACHEVSKY ET DE BERZIN

Peu après la chute du gouvernement Caballero, je me trouvais dans le bureau de Sloutski, lorsque le téléphone sonna. C'était la « section spéciale ». On désirait savoir si Mlle Stachevsky avait quitté le territoire de l'Union soviétique.

Sloutski, qui était un ami de Stachevsky et de sa famille, en fut fort troublé; il téléphona aussitôt au bureau des passeports; en reposant le récepteur, il poussa un soupir de soulagement: Mlle Stachevsky avait passé la frontière; il en donna avis à la « section spéciale ».

Nous comprenons tous deux que cela ne signifiait rien de bon pour Stachevsky. Il était retourné à son poste de Barcelone. Sa femme, Régina, était à Paris où elle travaillait au pavillon soviétique à l'Exposition. Stachevsky s'était arrangé pour que leur fille, âgée de 19 ans, vienne rejoindre sa mère et travailler avec elle. La jeune fille parvint à Paris. Un mois après, en juin, elle recevait l'ordre de revenir à Moscou pour rapporter certains objets du pavillon soviétique; sans soupçon, elle retourna en Russie.

Dans le même temps, son père était rappelé d'Espagne. C'était en juillet 1937; j'étais de retour à Paris. Je téléphonai souvent à Mme Stachevsky pour savoir quand son mari passerait. Un jour, elle me dit que son mari et le général Berzin avaient traversé Paris, mais ne s'y étaient arrêtés qu'entre deux trains, rejoignant Moscou en toute hâte. Elle ne pouvait cacher son anxiété. Staline avait en effet changé, en juin, presque tout le haut commandement de l'armée rouge, avec, en tête, le maréchal Toukhatchevsky; l'épuration était en train d'atteindre de monstrueuses et inimaginables proportions.

J'allais voir constamment Mme Stachevsky. Elle ne savait rien, ni de sa fille, ni de son mari. Elle se mit à téléphoner à son appartement à Moscou; elle savait que, si sa fille et son mari n'y étaient pas, un ami y habiterait. Durant plusieurs jours et plusieurs nuits, elle ne cessa de faire sonner son numéro, mais toujours la réponse était la même: « On ne répond pas. »

Elle ne parvenait pas à comprendre ce qui avait pu arriver, et continuait ses tentatives. Un jour, enfin, la communication fut établie. C'était une bonne qui répondit: Stachevski n'était pas arrivé; personne dans l'appartement ne savait s'il était à Moscou; on ne savait rien non plus sur la jeune fille — appelée comme otage un mois auparavant.

Deux semaines passèrent sans nouvelles. Au début d'août, Mme Stachevsky reçut un bref mot de son mari lui demandant de retourner à

Moscou. Elle savait, par ses appels téléphoniques que cette lettre venait sans aucun doute de prison. Elle fit néanmoins ses bagages et retourna en Union soviétique, où était tout ce qu'elle avait au monde.

Le général Berzin aussi disparut. L'exécution des principaux généraux de l'armée rouge était d'un mauvais présage pour lui. Comme Stachevsky, il avait été intimement lié aux commissaires et généraux exécutés, depuis le commencement de la révolution soviétique, vingt ans auparavant. En face d'un « crime », ses succès en Espagne, sa complète loyauté et sa stricte obéissance ne pouvaient compter pour rien. A ce jour, il a rejoint ce nombre immense de chefs soviétiques dont le destin peut être soupçonné, mais ne sera peut-être jamais connu.

ECHÉC FINAL DE STALINE

C'est à cette même époque, dans l'été de 1937, juste au moment où Staline semblait avoir atteint son but dans la lointaine Espagne, que le Japon frappa son coup en Chine. La menace à l'Est devint alarmante pour la Russie. Les forces japonaises s'emparèrent de Pékin, bombardèrent Shanghai, avançant sur Nankin. Le gouvernement de Chang Kai Chek faisait sa paix avec Moscou et demandait l'aide des Soviets.

En même temps, à l'ouest, les puissances fascistes devenaient de plus en plus agressives. L'Italie et l'Allemagne intervenaient ouvertement en faveur de Franco. La situation militaire de la République espagnole devenait chaque jour plus difficile. Si Staline voulait consolider ses succès en Espagne, il lui fallait fournir toute l'aide nécessaire pour battre Franco et ses alliés. Or, plus que jamais il ne désirait pas courir le risque d'une grande guerre. Son mot d'ordre depuis le commencement de l'aventure avait été: « Tenez-vous hors de portée des feux de l'artillerie », ce mot d'ordre se faisait de plus en plus impérieux depuis que le Japon avait envahi la Chine et menaçait les frontières sibériennes.

Le rôle de Staline en Espagne allait maintenant diminuer. Staline était intervenu en Espagne dans l'espoir qu'il pourrait, en y établissant un régime vassal, construire un pont de Moscou à Londres et Paris. Sa manœuvre ratait. Léon Blum et Anthony Eden démissionnaient. Paris et Londres adoptaient une attitude plus amicale à l'égard de Franco. En conséquence, Staline se retira graduellement, durant l'année 1938, du champ d'action espagnol. Tout ce qu'il gagnait à cette aventure était l'acquisition de l'or espagnol. Dans son principal objectif, celui de sortir le char de l'Etat soviétique de son isolement parmi les grandes puissances, Staline avait échoué.

W. G. KRIVITSKY.

* Voir le *Libertaire* des 25 mai, 1^{er}, 8, 15 et 22 juin 1939.

La fermeture hebdomadaire des magasins ne sera plus respectée dans l'alimentation.

(Les journaux).

Le Gouvernement jette la dernière pelletée de terre sur les conquêtes de Juin 1936.

PAR SON SILENCE

Le bureau confédéral va-t-il provoquer une scission dans la Loire ?

Nous ne pouvons être, ici, suspects de sympathie pour la politique de capitulation des dirigeants communistes et réformistes du mouvement syndical.

On ne nous reprochera pas davantage d'avoir manqué de dénoncer les mœurs méprisables, les calomnies et le mouchardage dont usent les staliniens à l'égard de ceux qui ont d'autres préoccupations que servir le Tsar rouge de toutes les Russies.

Avec les journaux vraiment syndicalistes, avec la presse révolutionnaire, nous luttons contre une C.G.T. qui laisse crever des camarades dans les camps de concentration pendant qu'elle souscrit à la défense nationale et qu'elle met ses propagandistes au service de l'impérialisme.

Plus nombreux chaque jour sont ceux qui se demandent ce qu'ils font dans cette galère. L'impossibilité de s'exprimer dans laquelle sont les syndicalistes révolutionnaires, les ca-

lonnies dont ils sont, sans cesse l'objet font que les dégoûtés ne le sont pas seulement des politiques à la solde des partis et des gouvernements, mais du syndicalisme tout entier.

Ils quittent les syndicats et les « chefs » s'en foutent qui se préoccupent surtout de conserver les leviers de commande.

Les « Juin 36 » ne sont pas seuls à cesser de cotiser. Beaucoup de bons camarades syndicalistes, des militants familiarisés avec l'action ouvrière, ne pouvant plus accepter que l'argent de leur carte et de leurs timbres serve à préparer la guerre, ne voulant plus continuer à côtoyer des salauds, à être dans la même fédération que M. Arrachard ou dans la même U.D. que MM. Henaff et Raynaud, font aussi la « grève des cotisations ».

La formule commence à prendre corps. Dans la Loire, 29 syndicats représentant 11.200 syndiqués, indignés des procédés de basse police employés par les communistes dans l'affaire Garnier-David, préconisent ce moyen de protestation.

Dans la région parisienne, des sections syndicales de la métallurgie et du bâtiment font, elles aussi, la grève des timbres.

Si légitime que soit l'indignation des camarades, nous pensons cependant que la grève des cotisations ne saurait être un moyen efficace pour combattre les mercenaires du syndicalisme.

Nous avons toujours soutenu, ici, cette position, que la carence actuelle du mouvement ouvrier créait, pour les révolutionnaires, l'obligation de rester en son sein.

La grève des timbres ne peut apporter que deux résultats également dangereux : la scission ou, plus simplement le retrait de la C. G. T. et de toute action syndicale d'une grosse quantité d'ouvriers.

Elle ne peut être, d'autre part, un moyen de rallier les syndicalistes qui n'acceptent pas la politique confédérale. Le mot d'ordre de la grève des cotisations « sera surtout suivi par la masse de ceux qui cherchent un bon moyen de se débarrasser d'une carte syndicale qu'ils n'ont prise, à l'époque où la C.G.T. était maîtresse, que parce qu'elle était quasi-indispensable dans les usines et dans les chantiers.

Les grévistes des timbres sont déjà plus nombreux que ceux du 30 novembre et il est bien rare qu'ils soient les mêmes. Ça n'est pas accepter la honteuse politique de la C. G. T. que de penser que les camarades « grévistes des cotisations » se trompent et ne font rien d'utile pour le syndicalisme en se coupant du mouvement ouvrier.

Cette attitude (outre qu'elle ne sera pas comprise par l'ensemble des syndiqués) interdira aux copains qui l'adoptent, toute participation à l'activité syndicale, toute possibilité d'orienter révolutionnairement un mouvement, sans doute imprévisible, mais possible à plus ou moins longue échéance.

Mais la position des 29 syndicats de la Loire pose un problème pour le bureau confédéral.

Au-dessus des tendances, il y a l'intérêt de la C.G.T. — ainsi a parlé le dernier congrès confédéral.

Va-t-on laisser s'accomplir une scission dans une puissante Union Départementale ?

Va-t-on accepter que les calomnies, les dénégations à la police, les saloperies qui ont provoquées la position des camarades de la Loire et de tous les « grévistes des cotisations » se poursuivent au sein du mouvement syndical ?

Va-t-on laisser assassiner la C.G.T. par les agents du gouvernement russe ?

Qu'on le veuille ou non, il reste encore des militants syndicalistes.

Vont-ils accepter que les militants et les syndicats qui ne se courbent pas devant les communistes soient accusés à la « grève des timbres » ?

Roger LEMANACK.

RINGEAS.

FRANÇOIS ROSE.

Le libertaire syndicaliste

La première question — pour le peuple — c'est celle de son émancipation économique qui engendre nécessairement aussitôt et en même temps, son émancipation politique, et bientôt après son émancipation intellectuelle et morale. BAKOUNINE

LE COIN DU CHOMEUR

Au Centre Scientifique de la main-d'œuvre

rue Pierre-Chautard, à Paris

C'est d'un camarade syndicaliste, en chômage depuis de longs mois et que nous connaissons intimement et en qui nous pouvons avoir toute confiance, que nous venons ces renseignements.

Avant formulé une demande d'emploi, il reçoit une convocation l'invitant à se présenter dès le lendemain matin à l'adresse ci-dessus nommée, ne lui laissant le temps de la réflexion, il dut prendre le train, habillant la banlieue, et faire un repas au restaurant. (Tous ces frais sont à sa charge, ceci dit en passant.)

a) Visites médicales et potentiel physique

La première journée est consacrée aux visites médicales, à des exercices de forces et d'adresse.

Tout de suite, analyse des urines, visite torse nu pour la présentation au médecin.

Après ce premier coup d'œil, tombez le pantalon et toussiez. Ceux qui ont passé le conseil de révision en vue de l'encasement savent comment cela se pratique. Alors, malheur à ceux qui seraient atteints de hernie, varicelle, varices ou autres petites affections ; ils sont bons comme la romaine ; c'est fini, inutile d'insister.

Ensuite, auscultation des poumons et du cœur et tension artérielle.

L'inspection de la vue se fait à l'aide d'un procédé nouveau, qui consiste en un tableau placé à quatre mètres du patient, sur lequel tableau il s'agit de déchiffrer des anneaux de chaîne, dans lesquels il existe une brisure. Le dernier des anneaux mesure 0 m. 005 mm, de diamètre. Cette inspection est pratiquée à l'aide de lunettes spéciales, en passant un œil après l'autre.

Peut-on réellement, même avec une vue normale, distinguer à une distance de quatre mètres une brisure dans un anneau de 0 m. 005 millimètres de diamètre ?

Ensuite, potentiel physique. Mensuration : hauteur, envergure ; poids, conformation des pieds.

Puis, exercice de force consistant à tirer sur une chaîne reliée à un appareil mesurant la force, le tout monté sur une barre de fer que le patient tient sous les pieds. L'exercice consiste avec un appareil du même genre dans chaque main simultanément.

On mesure alors la valeur du souffle en soufflant dans un tube pour faire monter une cloche placée dans l'eau. Enfin, pour terminer cette séance d'athlétisme, il s'agit de tenir le plus longtemps possible, à bras tendu, un sac de sable qui n'a pas besoin d'être bien lourd pour fatiguer son homme.

Alors, on peut se reposer et, ayant subi jusqu'au bout ce critérium, on reçoit une autre convocation pour l'examen pratique.

b) L'examen pratique

La deuxième journée commence par des épreuves chronométrées de montage de divers objets se rapportant à divers métiers que bien souvent on n'a pas encore exercés.

Ensuite, exercice de dextérité.

Cet exercice se fait sur un plateau de cuivre électrisé, sur lequel est tracé un chemin en noir qui est isolé.

Il s'agit de faire parcourir ce chemin par un poinçon, à l'aide de deux manettes qui agissent l'une latéralement, l'autre longitudinalement. Dans les parties droites, le poinçon se conduit d'une seule main, tout va bien. Dans les parties courbes, les deux manettes sont en action, la rotation se faisant dans le même sens ; mais c'est dans la partie cintrée qu'est la grande difficulté. L'une tourne à droite, l'autre à gauche ; au moindre contact du poinçon avec le cuivre, le courant électrique s'établit et marque un graphique. Tout est chronométré.

c) Exercice de précision

Ceci se fait à l'aide d'un tambour qui tourne électriquement et est percé de trous irrégulièrement.

Il s'agit, avec un poinçon, de marquer le plus grand nombre de trous dans le moins de temps possible.

On peut pour les élèves aviateurs, on contrôle les réflexes.

Un contact électrique dans la main, il faut marquer chaque coup de sonnette émis par un appareil spécial. Ces coups de sonnette sont espacés irrégulièrement et de sens différents.

Il n'y a pas une seconde d'attention à perdre, car tout est marqué sur le graphique enregistreur.

A deux reprises différentes, une heure de travaux intellectuels.

Dire en face chaque mot ce qui correspond, soit à un vêtement, à une fleur, à un animal, etc. ; série de chiffres ; sur des phrases écrites en langue française et en langue étrangère, souligner les mots en langue étrangère et en français.

Et c'est fini. Il ne reste plus qu'à attendre les résultats.

Ne pensez-vous pas, camarades, qu'il y a là une terrible préparation de stakhanovisme ?

Que peu d'individus sont doués suffisamment pour satisfaire à tous ces examens et exercices qui, entre nous, n'ont aucune utilité dans l'accomplissement du travail que l'on donnera à ceux des postulants qui auront obtenu le plus de points, mais que chacun d'eux sera affecté à une spécialité d'après ses principales aptitudes et ses facultés intellectuelles ou physiques.

Les « admis » deviendront les entraîneurs de la course à la production exigée par le patronat et le gouvernement, pour les œuvres de mort subites créées pour la défense nationale — qu'ils disent — alors que celle-ci n'existe réellement que dans l'hygiène et la santé publique en laissant à chacun la possibilité de vivre au lieu de crever de faim ou de tuberculose.

FRANÇOIS ROSE.

AU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DU TEXTILE

Une acrobatie de plus

« Ni nationalisme, ni capitulation » (Léon Jouhaux).

Dans un discours prononcé au Congrès national de la Fédération du textile, Léon Jouhaux déclare : « Sur le problème de la paix, la C.G.T. a encore sa position propre. Elle peut se résumer ainsi : ni nationalisme, ni capitulation ».

Cette formule lapidaire donne-t-elle vraiment satisfaction sur la position de la C.G.T., devant le problème de la guerre ?

Si oui, il faut se contenter de peu, car ce nouveau slogan, « ni nationalisme, ni capitulation » n'apporte rien de précis et de concret pour prendre une position solide devant l'imminence du danger et, en plus, n'apporte aucune justification de la position prise jusqu'à ce jour.

Si la C.G.T. est l'organisation syndicale avec sa politique ouvrière, internationaliste, se dressant irréductiblement contre la guerre, que signifie cette phrase « sur le problème de la paix, la C.G.T. a encore sa position propre » ?

Elle n'a aucune raison d'être, à moins qu'elle ne cherche à couvrir certaines actions et à tromper sur les positions prises jusqu'ici.

Ce « ni nationalisme » n'est-il pas l'aveu par sa forme jésuitique et peu courageuse, de l'abandon de l'internationalisme ?

Quant à la capitulation n'en parlons pas, celle-ci étant subordonnée à la première attitude. La politique de Jouhaux n'est faite que de finasserie politicienne trompant et endormant l'électeur. Il manie le paradoxe, connaît la tribune et ses secrets. Il sait lâcher au moment opportun le mot adéquat qui vous campe un homme en rupture d'équilibre. Sentant la faillite de sa politique il va en bon joueur et vieil habitué de ce sport au devant des

attaques de ceux qui luttent avec foi et sincérité, ignorant la nage entre deux eaux et les remontrances en surface au moment psychologique.

Lorsqu'un secrétaire général d'une telle organisation ne tient que par une politique faite de ruse, d'artifice et d'acrobatie envers ses propres adhérents, cette organisation est en décadence et se meurt. Elle ne peut plus prétendre remplir sa tâche et défendre la classe ouvrière si le représentant principal de cette organisation s'identifie dans la peau du caméléon.

Léon Jouhaux ne fera pas facilement oublier malgré sa science de fin manœuvrier, le rôle important et néfaste qu'il a joué dans tous les problèmes qui touchaient l'avenir de la classe ouvrière. Malignon, Pontigny, statut du travail sont empreints de sa forte personnalité. De ces accords le patronat est sorti vainqueur, la classe ouvrière en creux.

Le 1^{er} mai 1939 est attaché à la semelle de ses souliers comme une chose sacrée, qu'il a foulée au mépris du prolétariat international et de ses sacrifices. Cela au bénéfice d'une défense nationale qui sera l'immense tombeau des peuples.

Voilà l'homme qui aujourd'hui dirige encore la politique ouvrière. Le prolétariat ne réclame pas d'astucieux acrobates pour sa politique, pas plus qu'il n'est le valet d'un gouvernement, fut-il russe. Les heures que nous vivons sont trop graves et ce que Jouhaux ne peut plus dire, nous le rappelons et le crions aux travailleurs de ce pays.

Internationalisme toujours, capitulation jamais !

DUBREUIL.

La Fédération des Fonctionnaires doit-elle disparaître ?

par DELACARCE

III

Situation financière de la Fédération des Fonctionnaires ? Très brillante. Recettes annuelles se chiffrent en 1938 par 4 millions 200.000 francs environ mais les appointements et indemnités du bureau, les « collaborations » absorbent 756.742 francs. La Tribune, elle exigeait l'an dernier 2.146.000 francs.

On ne peut parler de Démocratie syndicale à la Fédération des F. Les Fédérations internes qui la composent, et qui sont des Fédérations d'industrie n'y ont qu'un rôle effacé. Elles sont éclipsées par la super-Fédération. Seule la Fédération de l'Enseignement, propulsée par le S. N. des Instituts, réagit.

Dans les congrès de la Fédération des Fonctionnaires les congressistes sont nourris de la Tribune et naturellement volent à peu près tout ce que les permanents leur proposent ;

On voudrait voir ces Fédérations internes accuser une personnalité ;

Ce stade essentiel du groupement et de la revendication syndicaliste n'est qu'un trou, où la coupure est très nette entre les syndicats de base et les permanents, mais ceux-ci ont su se mettre dans la situation de sauveurs.

Résumons : Du point de vue technique la Fédération des Fonctionnaires n'est pas représentative, son activité et sa valeur syndicales sont à peu près nulles. Le totalitarisme de ses permanents rappelle celui des partis politiques. Son budget brillant

pourrait servir utilement alors qu'il s'épanouit dans le parasitisme.

La Fédération des Fonctionnaires doit disparaître. Place au Cartel Confédéré des Services Publics.

Avant d'examiner où en est le mouvement qui se forme contre l'existence même de la Fédération des Fonctionnaires nous porterons à la connaissance du lecteur un extrait d'un des derniers papiers de Charles Laurent. Cet article s'intitule : « Encore un serpent de mer ». Le divorce entre les fonctionnaires proprement dits et les autres agents des services publics s'y présente d'une manière assez indirecte : « On est un peu étonné d'un autre côté que l'on ait greffé sur notre projet la question des agents des collectivités secondaires. Lorsqu'on songe à ce que sera la tâche de la commission, on peut déjà l'estimer très lourde. Refaire tous les classements et toutes les échelles de traitements civils, les harmoniser avec les soldes de l'armée ce n'est pas un petit travail. Et Perlitz croit-il que ce n'est pas compliquer singulièrement le problème que d'apporter en plus à résoudre les questions de parité des agents départementaux, communaux et des services concédés ? »

Enfin pour caractériser le potentiel revendicatif de la Fédération des Fonctionnaires marquons que les permanents pour « se laver les mains » d'un échec se contentent d'en faire endosser la responsabilité aux Pouvoirs publics, ou, c'est le cas cette semaine, à une organisation syndicale non cégétiste, à attitude commode et qui se dessine invariablement plusieurs semaines avant l'échec officiel.

Certes, nous ne nous donnerons pas le ridicule de gonfler l'opposition qui existe contre la F. des F. mais telle qu'elle est elle commence à inquiéter sérieusement les permanents dans leurs chaires doctrinales. Naturellement ils veulent à tout prix empêcher l'opposition de s'épanouir — même si l'opposition est battue, ils ont peur.

A Lille le 25 mai, au congrès départemental de la F. G. E. (Fédération Générale de l'Enseignement) huit mandats du Nord se portaient sur une motion de retrait, contre 40 pour le maintien. Mais le 20 mai la F.G.E. de la Gironde demandait « instamment que le congrès extraordinaire de la F.G.E. étudie les relations de la F.G.E. avec la Fédération des Fonctionnaires.

« Elle estime que la F.G.E. est la fédération d'industrie à laquelle adhérent conformément aux statuts de la C. G. T. les membres de l'Enseignement. En conséquence, ou bien la Fédération des fonctionnaires se transformera en un cartel de fédération autonome, ou bien le retrait de la Fédération des fonctionnaires s'imposera, seul moyen d'assurer à notre fédération d'industrie les ressources financières indispensables pour une vie normale. »

(A suivre.)

AMICALE DES VIEUX SYNDICALISTES DE LA MÉTALLURGIE

Notre Amicale organise une ballade champêtre à Chantilly le dimanche 2 juillet, à seule fin d'entretenir nos bons liens de camaraderie qui n'ont jamais cessé, depuis longtemps déjà, d'exister, même dans les heures difficiles.

L'époque douloureuse que nous traversons en ce moment dans les ateliers par le nombre d'heures de travail que nous effectuons, demande par instants des délaissements et de la joie. C'est pourquoi nous le demandons de participer à cette sortie, toi, ta famille et tes amis.

Il faut faire connaître l'ambiance de notre Amicale des Vieux Métallistes.

La jeunesse et les vieux s'en donneront à cœur joie sous les ombrages de la Forêt de Chantilly où nous ferons notre pique-nique.

Donc, rendez-vous à tous, le dimanche 2 juillet, à 7 h. 45, Gare du Nord, quai 21. Prendre les billets « Bon Dimanche ». Direct Paris-Chantilly, 8 h. 30. Pour les retardataires, à 9 h. 23 et rendez-vous à 40 h. entrée principale du Château.

Pour cette sortie nous nous sommes assurés la participation de l'accordéoniste du Jacky-Jazz de Boulogne-sur-Seine.

Le Secrétaire : A. BASSET.